

## Éditorial

# En avant vers l'abîme...

FRÉDÉRIC LEBARON

**P**our les principaux responsables européens, à l'unisson derrière Angela Merkel, les politiques de « sauvetage » menées dans plusieurs pays de la périphérie (Grèce, Irlande, Portugal, Chypre) sous l'égide de la Troïka – Commission, Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) – et les politiques d'austérité budgétaire auxquelles sont soumis la très grande majorité des pays de la zone euro ont d'ores et déjà réussi.

Elles sont parvenues à préserver l'intégrité de la zone euro, en réduisant fortement la spéculation sur les titres des dettes publiques<sup>1</sup> et en limitant l'ampleur des déficits budgétaires consécutifs à la crise mondiale. Elles laisseraient aujourd'hui la place à un mouvement de reprise, accompagné d'une certaine euphorie sur les marchés financiers. Tout cela dans un contexte de renforcement prudentiel des banques, garanti par des

réformes régulatrices enfin concrétisées. Le mérite en reviendrait à la BCE, à la Commission, aux gouvernements nationaux et au Conseil européen qui ont fini par avancer sur le projet d'union bancaire, etc.

Ce docteur Pangloss<sup>2</sup> collectif, qui tient lieu de commentateur autorisé, nous indique désormais que « tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». Au point que l'on semble se rapprocher rapidement de l'optimisme sans faille du début 2007. La faible inflation et les bas taux d'intérêt, la croissance mondiale et la hausse du prix des actifs financiers et immobiliers ont même été décrits comme les composantes d'une période de « grande modération », sorte d'apogée de la mondialisation « heureuse », pour reprendre l'inoubliable formule d'Alain Minc.

Rarement la réalité économique et sociale n'a pourtant été aussi éloignée de cette vision enchantée des acteurs centraux de l'Europe.

La zone euro est dans une situation de quasi déflation, avec une inflation proche de zéro<sup>3</sup>, une situation de stagnation de l'activité à un bas niveau, sans perspective

1. Celle-ci est mesurée par les fameux *spreads* de taux d'intérêt, et le niveau des taux d'intérêt réels, aujourd'hui au plus bas.

2. On fait bien sûr référence au personnage de Candide, l'ouvrage de Voltaire.

3. La prévision de la BCE pour 2014 est de 1 % pour la zone euro, soit loin de la norme de 2 %.

de reprise autre que technique<sup>4</sup>, un maintien du taux de chômage à des hauteurs très élevées (12 % dans la zone euro actuellement), et une profonde dégradation sociale : pauvreté, précarité, inégalités, crise de la santé publique. Cette dernière est particulièrement forte dans les pays soumis aux « mémorandums » imposés par la Troïka, et de plus en plus forte dans ceux soumis aux politiques d'austérité généralisées.

La seule perspective qui s'ouvre, dans le discours des autorités, est celle d'une compétition salariale de plus en plus débridée, qui permettra en théorie (constamment démentie par les faits) de rétablir les profits, donc les investissements, donc l'emploi d'après-demain.

La constitutionnalisation d'un plafond de déficit budgétaire et de mécanismes de sanctions financières des pays « laxistes » incarne l'évolution de la zone euro vers une démocratie sans alternative de politique économique et sociale, de plus en plus fréquemment vécue par ses citoyens comme une non-démocratie ou une post-démocratie. Cette tendance était déjà présente dans les années 1990 avec les critères de convergence du traité de Maastricht, puis le Pacte de stabilité et de croissance. Mais ce que l'on peut appeler l'« intégration punitive » s'est encore accrue, notamment avec le traité sur la stabilisation, la coordination et la gouvernance (TSCG) et sa déclinaison dans les politiques publiques nationales.

La *doxa* hostile aux déficits budgétaires est ainsi devenue le cœur de la croyance économique européenne, ren-

dant invisible toute autre réalité. Les économistes dominants se contentent souvent de décliner cette *doxa* en l'agrémentant de propositions de dérégulation du marché du travail<sup>5</sup>.

Dans ce processus, la BCE a un rôle majeur. Celui-ci s'est accru avec la crise de l'euro, qui lui a donné des fenêtres d'opportunité pour peser directement sur les politiques de certains États. Les dirigeants de la BCE, alliés aux ministres des finances, à la Commission – et en particulier à sa direction générale « Écfin », la direction économique et financière –, ont pesé de tout leur poids dans le sens de programmes d'ajustement structurel brutaux et rapides. Au risque de casser toute véritable reprise pour plusieurs années. Ces acteurs dépourvus de légitimité démocratique directe incarnent le cœur néolibéral de l'UE, qui a défini une fois pour toutes l'horizon de ce que l'on doit penser et surtout faire en matière de politique économique.

Il faut cependant ajouter qu'ils n'auraient pas pu agir et s'imposer comme ils le font sans la convergence économique des deux grands courants qui dominent le champ politique européen, à savoir le Parti populaire européen (PPE) et le Parti socialiste européen (PSE). L'Europe a été le laboratoire de cette convergence aujourd'hui évidente en Allemagne, en Grèce, et bien sûr en France. On a vu cette convergence à l'œuvre dans les décisions prises par l'Eurogroupe dans le cadre des programmes d'assistance mis en place depuis 2010<sup>6</sup>. On la voit aujourd'hui dans la continuité affirmée à l'échelle de l'UE, simplement infléchie par les rhétoriques préélectorales.

4. Les prévisions de croissance de la BCE pour 2014, déjà marquées par l'optimisme, ont été relevées à... 1,2 % pour 2014, et à peine plus pour 2015 et 2016 – pour lesquelles la prévision est à peu près aussi faible que les prédictions de la « voyante » Elisabeth Teissier.

5. [www.lemonde.fr/economie/article/2014/04/05/un-nouveau-modele-de-croissance](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/04/05/un-nouveau-modele-de-croissance)

6. Voir Liêm Hoang Ngoc, *Les Mystères de la Troïka*, éditions du Croquant, juin 2014.

Cette convergence sur l'essentiel de la politique économique européenne est une réalité depuis les années 1980, mais elle a longtemps été masquée par les promesses de l'Europe sociale à gauche, par la présence de courants souverainistes à droite, et surtout par la faiblesse politique générale des courants opposés à cette évolution, quels qu'ils soient, amplifiée par les effets de la chute de l'URSS et de l'élargissement de l'UE à l'Est.

La période actuelle est marquée par une remise en cause tous azimuts de ce blocage politico-institutionnel. C'est un aspect de la crise de croyance qui a fait suite à l'ébranlement de 2008. On le voit avec les succès répétés des partis politiques dits « eurosceptiques » (en général de droite ou d'extrême-droite), comme le Mouvement 5 étoiles en Italie, UKIP en Grande-Bretagne ou le Front national en France. Ils ont réussi une forte percée lors de l'élection du 25 mai<sup>7</sup>, tout en étant éclatés en différents groupes, ce qui rassure les commentateurs les plus « européistes » qui craignent par-dessus tout un « blocage » du Parlement européen.

On le voit également avec la dynamique de résistance des mouvements sociaux, surtout dans les pays sous « programme » de l'UE, avec parfois un débouché politique de plus en plus crédible et fort, comme en Grèce avec Syriza. Les forces regroupées aujourd'hui dans la « campagne Tsipras », du nom du candidat de la gauche radicale à la présidence de la Commission, devraient logiquement progresser en nombre au Parlement européen. Parallèlement, les mouvements sociaux vont continuer d'entretenir, voire d'accentuer, le rejet populaire

des politiques d'austérité dans de nombreux pays.

Autre symptôme : le désalignement voire l'effondrement interne de certains partis, illustré en Grèce par la descente aux enfers du Pasok, qui fut l'un des deux grands partis depuis la fin de la dictature des colonels et qui est devenu depuis 2010 une force politique marginale.

La dislocation de l'espace politique s'est récemment accentuée en France, poussant un peu plus loin le désalignement partisan et les contradictions doctrinales internes aux organisations. Les Verts ont quitté le gouvernement. Au Parti socialiste, la gauche du Parti, jusque parmi les députés<sup>8</sup>, se désolidarise de plus en plus nettement des orientations gouvernementales, au point que les menaces de sanction et de dissolution sont utilisées à son encontre. Au sein de l'UMP, la minorité « eurosceptique » vient de faire une sortie visible sous le *leadership* d'Henri Guaino et Laurent Wauquiez. Développant un argumentaire gaulliste classique, elle réactive une posture « souverainiste » qui n'a jamais totalement disparu à droite, et revient en force avec la montée apparemment irrésistible du FN.

Même à la gauche de la social-démocratie, des signes de dislocation doctrinale se font jour, notamment autour de la stratégie européenne et de l'euro : la crise de l'UE néolibérale apparaît comme une bombe à fragmentation qui n'épargne aucun courant<sup>9</sup>.

Signes d'affolement croissant : le phénomène nouveau d'élus de droite votant des mesures phares du gouvernement

7. Cf. les dernières enquêtes et prévisions sur le site de Poll Watch 2014 : <http://www.electio2014.eu/fr/pollsandsenarios/polls>

8. <http://www.maintenantlagauche.fr/courrieraupm/>

9. Voir les prises de position de Jacques Sapir ou Frédéric Lordon, en net décalage avec les orientations de la campagne européenne du Front de gauche.

Valls<sup>10</sup> ou les appels, idéologiquement fondés, quoique peu réalistes, à court terme, à une « grande coalition »<sup>11</sup>. Ils illustrent surtout l'effritement rapide et l'instabilité endémique de la coalition néolibérale centrale en Europe. Écartelée entre la gauche et la droite, de plus en plus resserrée et défensive autour de l'idéologie des élites économiques et politiques européennes, elle espère surtout désormais maintenir une majorité suffisante dans les institutions pour éviter toute crise plus aiguë.

Cela se vérifie en France avec la fragilisation de la majorité gouvernementale, et le positionnement tactique d'une droite prête à toute éventualité pour la remplacer, pour ne pas affronter ses propres contradictions internes. C'est également vrai à l'échelle de l'Europe, où les principales forces majoritaires devraient subir une érosion de leur hégémonie, mais espèrent garder le contrôle sans partage des institutions, qui leur permettra de garder le cap. Limiter les risques politiques et circonscrire leurs conséquences, tel est aujourd'hui le programme d'action de l'oligarchie dirigeante. ■

---

10. On vient de le voir avec l'abstention bienveillante – et même le soutien – de certains élus centristes et UMP lors du vote sur le « Pacte de responsabilité et de solidarité » du mardi 29 avril.

11. [www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/25/hollande-et-valls-doivent-ils-faire-un-gouvernement-d-union-nationale](http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/25/hollande-et-valls-doivent-ils-faire-un-gouvernement-d-union-nationale)